



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-81
Séance du 05 décembre 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger CAIZERGUES, maire.

Présents : Mmes Laurence ENJALBERT, Elodie JOANNOT, Romane PALAU, Brigitte TORRANDELL, Irène VILAPLANA ;

MM. Frédéric ALDON, Théo BRIANE, Roger CAIZERGUES, Sylvain CASTELLON, Philippe LENOIR, Michel PEREZ, Joël SALGUES, Filipe SERRA, Alexis VIALA ;

Absents ayant donné procuration : Mme Frédérique BERARD pouvoir à Mme Brigitte TORRANDELL, M. Jean-René OUDINOT pouvoir à M. Joël SALGUES, Mme Paloma PERVENT pouvoir à M. Roger CAIZERGUES, M. François petit pouvoir à M. Philippe LENOIR, Mme Fanny SUAUI pouvoir à M. Michel PEREZ.

Absents excusés : Mmes Frédérique BERARD, Souhila GOUARD, Paloma PERVENT, Fanny SUAUI ; MM. Jean-René OUDINOT, François PETIT.

Absents : Mme Nathalie BALSAN, M. Sylvain DEYRAT, M. Didier HUBER

Secrétaire de séance : Mme Brigitte TORRANDELL

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 14

Procurations : 5

Absents : 4

Votants : 19

Date de convocation et affichage

29 novembre 2024

Objet : Mise en place de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement des Policiers Municipaux

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, délégué aux finances et à la gestion du personnel :

À la suite de la parution du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, les fonctionnaires relevant de la filière police municipale peuvent bénéficier d'un nouveau régime indemnitaire en remplacement du régime indemnitaire actuel (indemnité spéciale mensuelle de fonctions et le cas échéant, l'indemnité d'administration et de technicité).

La collectivité doit mettre en place cette indemnité au plus tard le 01/01/2025 dans la mesure où les fonctionnaires ne pourront plus percevoir les anciennes indemnités, celles-ci étant abrogées au 01/01/2025 conformément aux articles 8 et 9 du décret précité.

Ce nouveau régime repose ainsi sur la nouvelle indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE), composée d'une part fixe et d'une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant.

M. le maire propose donc d'instituer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans les conditions suivantes :

ARTICLE 1 : LES BENEFICIAIRES

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement, composée d'une part fixe et d'une part variable est mise en place pour les cadres d'emplois suivants :

- ✓ cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- ✓ cadre d'emplois des agents de police municipale,

ARTICLE 2 : LA PART FIXE DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

CADRES D'EMPLOIS	TAUX INDIVIDUEL MAXIMUM VOTE PAR L'ASSEMBLEE DELIBERANTE
Chefs de service de police municipale	32 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension
Agents de police municipale	30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement. Les taux individuels pourront être modulés par arrêté de l'autorité territoriale dans les limites et conditions fixées par l'assemblée délibérante.

ARTICLE 3 : LA PART VARIABLE DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon les critères qualitatifs et quantitatifs suivants :

- ✓ résultats professionnels obtenus par l'agent et atteinte des objectifs fixés dans l'entretien professionnel N-1 ;
- ✓ atteinte des objectifs d'intervention et de prévention sur le terrain ;
- ✓ Missions exceptionnelles et dépassement de fonction ;
- ✓ compétences professionnelles et techniques ;
- ✓ capacité d'encadrement, niveau de responsabilité et/ou remplacement sur poste à responsabilité ;
- ✓ capacité à travailler en équipe ; contribution au collectif de travail ;
- ✓ investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions et sens du service public ;
- ✓ contraintes ou sujétions particulières

L'appréciation de l'engagement professionnel et de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel.

L'organe délibérant détermine le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans la limite des montants suivants :

CADRES D'EMPLOIS	MONTANT ANNUEL MAXIMUM VOTE PAR L'ASSEMBLEE DELIBERANTE
Chefs de service de police municipale	7 000 euros
Agents de police municipale	5 000 euros

Le montant de la part variable sera versé mensuellement (dans la limite de 50 % du plafond annuel défini par l'organe délibérant). Ce montant pourra être complété par un versement annuel sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

Les montants individuels pourront être modulés par arrêté de l'autorité territoriale dans

les limites et conditions fixées par l'assemblée délibérante.

Dispositif de sauvegarde : Conformément à l'article 7, dernier alinéa du décret n° 2024-614 du 26/06/2024, lors de la première application des dispositions dudit décret, si le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage mentionné précédemment (de 50% du plafond annuel défini par l'organe délibérant) et dans la limite du montant annuel maximum décidé par l'organe délibérant.

ARTICLE 4 : LES CAS DE MAINTIEN ET DE SUSPENSION DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT

L'article L. 714-6 du CGFP précise que le régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement, sans préjudice de sa modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent et des résultats collectifs du service, durant :

- ✓ le congé de maternité,
- ✓ le congé de naissance,
- ✓ le congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption,
- ✓ le congé d'adoption,
- ✓ et le congé de paternité et d'accueil de l'enfant,

S'agissant de la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement :

Elle est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement :

- ✓ en cas de congés annuels, de jours d'ARTT et jours de CET,
- ✓ en cas de congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) : accident de service, accident de trajet et maladie professionnelle ou imputable au service.
- ✓ durant la période de préparation au reclassement (PPR) prévue à l'article L. 826-2 du code général de la fonction publique,

En cas de service à temps partiel pour raison thérapeutique, la part fixe de l'ISFE sera versée au prorata du temps de travail effectif de l'agent.

En cas de congé de maladie ordinaire, la part fixe de l'ISFE est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement jusqu'à 5 jours par année glissante. A partir du 6^{ème} jour de congé maladie ordinaire par année glissante, elle est réduite de moitié soit -1/60^{ème} par jour d'absence au-delà du 6^{ème} jour.

En cas de congé de longue maladie le bénéfice de la part fixe de l'ISFE est maintenu à hauteur de :

- ✓ 33 % la première année,
- ✓ et de 50 % les deuxième et troisième année.

En cas de congé de longue durée, la part fixe de l'ISFE est suspendue.

Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.

Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue durée à la suite d'une période de congé de longue maladie rémunérée à plein traitement, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de longue maladie lui demeurent acquises.

S'agissant de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement :

La part variable de l'ISFE ne sera pas automatiquement impactée par les différentes périodes de congés précisées dans l'article 4, le versement de la part variable étant liée à

l'engagement professionnel et à la manière de servir et sera donc conditionné par les résultats, la manière de servir de l'agent ainsi que les autres critères fixés par la délibération.

ARTICLE 5 : LES REGLES DE CUMUL / NON-CUMUL DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) attribuées dans les conditions fixées par le décret n° 2002-60 du 14/01/2002,
- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2001-623 du 12/0/2001 du 12 juillet 2001.
- la prime annuelle (prime régie par l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 : les avantages acquis).

ARTICLE 6 : LA CLAUSE DE REVALORISATION

Les montants maxima (plafonds) ou taux maxima feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux prévus dans le décret n° 2024-614 du 26/06/2024 seront revalorisés.

ARTICLE 7 : LA DATE D'EFFET

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/01/2025.

Le conseil municipal après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité :

- Décide d'instituer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à compter du 1^{er} janvier 2025 dans les conditions décrites ci-dessus ;
- Décide que l'attribution individuelle de cette prime (part fixe et part variable) fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale ;
- Réserve les crédits correspondants qui seront prévus et inscrits au budget.

Ainsi fait et délibéré, Laverune le 5 décembre 2024.

Roger CAIZERGUES
Maire



Brigitte TORRANDELL
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.10.2